



facing PEACE ^{PBI}
Mars 2022

pbi
making space for peace

Nicaragua: Briser le silence

En décembre dernier, le Nicaraguayen Juan Carlos Arce a effectué un speaking tour en Europe afin d'attirer l'attention sur la situation préoccupante des droits humains dans son pays. Dans cet article, il discute de la répression du gouvernement et des défis liés à son engagement en faveur de la paix et de la justice depuis son exil au Costa Rica.

« Nous, les Nicaraguayen-ne-s, portons avec nous la douleur, les deuils et les traumatismes individuels et collectifs comme un lourd sac à dos ». Lorsque la psychologue Martha Cabrera évoque ces mots, elle parle aussi de la culture du silence qui caractérise aujourd'hui la société nicaraguayenne.

Elle décrit ce sac à dos comme chargé d'une douleur causée par la cruauté et l'impunité, toutes deux encouragées par la violence sociale et politique systématique des élites au pouvoir. La société est ainsi marquée par de constantes violations des droits humains qui rendent difficile la création d'un pays basé sur la justice, la démocratie et la liberté.

Depuis la création de l'État en 1821, les gouvernements nicaraguayens ont décrété 52 amnisties, la dernière datant de juin 2019. Malgré des caractéristiques et des contextes différents,

toutes ces amnisties avaient le même objectif : tirer un trait sur les conflits armés et mettre fin aux rivalités entre les dirigeants, sans pour autant s'attaquer aux crimes commis. Aucune n'a contribué à renforcer l'État de droit, à consolider les institutions démocratiques ou à créer des mécanismes pour une justice indépendante.

Depuis le retour au pouvoir de Daniel Ortega en 2007, la situation n'a cessé de se dégrader. En avril 2018, la population est descendue dans les rues pour manifester son mécontentement face aux pratiques autoritaires et antidémocratiques du gouvernement. Ortega a alors mis en place un État policier, interdisant le droit de protestation sociale, criminalisant les manifestations et réduisant au silence les voix de l'opposition.

“ La seule chose que nous puissions faire face à des contextes hostiles et haineux est de résister et lutter par des moyens pacifiques, en prenant soin de nous.



Juan Carlos Arce



Claudia Tenorio



Genesis Rodríguez

“ En tant que femme militante, féministe, écologiste et défenseuse des droits humains depuis 19 ans, je n'aurais jamais imaginé que je devrais quitter mon pays pour sauver ma vie.

“ De ce bout de terre où je me trouve, malgré les kilomètres qui me séparent de mon pays, rien ne m'empêche de continuer à travailler et à rendre visible la situation socio-politique du Nicaragua.

Depuis lors, les Nicaraguayen·ne·s sont victimes et témoins d'une répression brutale, de terrorisme d'État et de crimes contre l'humanité tels que les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées et la torture.

Ces protestations sociales et la réponse violente de l'État ont entraîné la mort de 328 personnes, des milliers de blessé·e·s, plus de 160 arrestations arbitraires, plus de 150 prisonniers·ères politiques et au moins 108 000 personnes en exil. Le gouvernement nie toujours ces crimes et continue à persécuter les voix dissidentes et les victimes qui demandent justice, les accusant de terrorisme, de trahison et de tentative de déstabilisation du pays. Malgré les efforts du gouvernement nicaraguayen pour faire taire les victimes, celles-ci réclament justice de diverses manières, notamment depuis l'exil. Contrairement à d'autres épisodes historiques où la population a été réduite au silence, cette fois-ci les victimes ne sont pas prêtes à accepter les injustices.

En 2019, Juan Carlos Arce et d'autres personnes défenseuses des droits humains en exil au Costa Rica ont co-fondé l'organisation Colectivo de Derechos Humanos para la Memoria Histórica de Nicaragua (« Nicaragua Nunca Más ») afin de soutenir les victimes de la répression au Nicaragua. En deux ans,

elles ont déjà pu documenter 600 cas, dont plus d'une centaine de témoignages de victimes de torture et de traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Documenter depuis l'exil comporte cependant d'énormes défis. La pandémie rend le travail encore plus complexe, tout comme la répression croissante et le manque de volonté politique du gouvernement nicaraguayen. La communauté internationale a appelé à plusieurs reprises à mettre fin à la répression, à désarmer les forces parapolicières et à rétablir l'État de droit. Malgré ce contexte difficile, les activistes s'engagent à continuer à documenter les violations des droits humains, non seulement pour préparer les futures actions en justice, mais aussi pour préserver la mémoire collective.

La reconnaissance par l'État des crimes commis est essentielle. Mais il faut aussi des enquêtes qui permettent d'éclaircir les faits, d'identifier les responsables, d'accéder à la justice, d'indemniser les victimes et de garantir que les événements ne se reproduisent plus. Dans ce contexte, la documentation est une étape importante vers la guérison collective. Ce n'est qu'ainsi que la société nicaraguayenne pourra construire le pays qu'elle mérite; un pays basé sur la justice, la liberté et la démocratie.

“ De loin, nous sommes les témoins de toutes les violations des droits humains qui sont commises dans notre pays et nous ne pouvons pas rester les bras croisés. C'est ainsi que nous gardons espoir.

“ Il m'est impossible de me déconnecter du Nicaragua, et encore plus avec mon travail de défenseur. Continuer la lutte est un moyen d'atténuer la douleur permanente que représente l'exil.



Jacob Ellis Williams



Gonzalo Carrión



Wendy Flores



Keyla Chow

“ Nous n'en avons pas fini avec les défenseurs·euses des droits humains. Il a été très important de nous organiser et de nous établir en tant qu'organisation afin de pouvoir continuer à défendre les droits humains dans notre pays.

“ Nous ne cesserons pas de parler et de dénoncer, car là-bas, les gens ne peuvent pas grand-chose, alors que nous, à l'extérieur, avons la liberté et la responsabilité de faire entendre notre voix.

LE PROJET PBI NICARAGUA

En 2018, des milliers de Nicaraguayen·ne·s ont dû s'exiler en raison de la répression du gouvernement. Suite à de nombreuses sollicitations de soutien, PBI a décidé d'ouvrir un projet au Costa Rica. Le renforcement des capacités des défenseurs·euses des droits humains en exil est au cœur du travail ; les activités comprennent le développement organisationnel, le travail de plaidoyer, la protection ainsi que l'accompagnement psychosocial.

La version originale de l'article de Juan Carlos Arce Campos « **Nicaragua: un pueblo que vive con las injusticias atoradas en la garganta** » est parue dans la publication « **Voces nicaraguenses en resistencia** » de PBI Nicaragua au Costa Rica, 2021.

“ En tant que jeune journaliste indépendant, l'exil a été un grand défi car je n'étais pas préparé à tant de persécutions.



Gerall Chávez

**APRÈS AVOIR REPORTÉ
L'ÉVÉNEMENT L'ANNÉE
DERNIÈRE ...**



**FÊTONS ENSEMBLE
LES 40 ANS DE PBI!**

Di 3 juillet 2022 – dès 14h
Villa Bernau, **Berne**



**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE
31 mai 2022**

Infos et inscriptions :
www.peacebrigades.ch

SAVE
THE
DATE



Johan Jaquet:

« Une envie de continuer à promouvoir de manière créative le travail de PBI »

Engagé auprès de PBI Suisse depuis 2014, Johan Jaquet décide de partir au Kenya comme volontaire sur le terrain en 2018. Membre du Comité national de PBI Suisse, il est aussi le créateur de « PBI – Le Jeu ». Ce jeu de société thématique représentant la réalité du travail des équipes sur le terrain a été créé l'année passée pour le 40e anniversaire de PBI et sert aujourd'hui d'outil de sensibilisation.

C'est en 2011 sur un stand à l'UNIGE que Johan Jaquet entend parler de PBI pour la première fois. Il décide alors de s'engager auprès du groupe romand avec l'idée et la volonté de partir plus tard comme volontaire. Il choisit PBI pour son approche différente, qui place l'horizontalité et la non-ingérence au cœur de son action. Finalement, il part au Kenya en 2018 comme volontaire de PBI. Après son retour, il choisit de rester investi, notamment comme membre du Comité national de PBI Suisse. Cet engagement lui permet alors de promouvoir le travail de PBI et de participer à la sensibilisation réalisée en Suisse.

“ Un bon outil pour expliquer le travail que les ancien·ne·s volontaires ont fait sur le terrain.

En vue du 40e anniversaire de PBI, Johan Jaquet suggère la création d'un jeu de société thématique qui servirait d'outil de sensibilisation. Il décide alors d'en parler à l'équipe de PBI qui reçoit cette proposition avec enthousiasme. Avec Entrée de Jeux, l'entreprise de création de « jeux sérieux » qu'il co-dirige, il entame la conception de « PBI – Le Jeu ». Ce cadeau d'anniversaire, réalisé grâce à divers dons institutionnels, vise à illustrer le travail de PBI. De plus, en représentant le travail des volontaires sur le terrain, le jeu permet aussi de faire découvrir de manière ludique et plus concrète les défis quotidiens des équipes de PBI.

Depuis son lancement, Johan Jaquet a reçu de nombreux retours positifs. Son caractère ludique permet une utilisation large et variée, allant des ateliers pédagogiques aux stands d'information universitaires. Le jeu est un avant-goût pour les personnes

intéressées par un futur engagement ainsi qu'une bonne introduction au travail d'accompagnement. Pour les ancien·ne·s et actuel·le·s volontaires de PBI, il est aussi un outil pour expliquer leur travail sur le terrain de manière plus concrète. Par exemple, en ce qui concerne les accompagnements, les volontaires se trouvent souvent dans des situations délicates où l'évaluation d'une organisation se fait en partielle connaissance de cause. La structure du jeu permet alors une représentation des activités quotidiennes et des défis afin d'avoir une meilleure compréhension du travail de PBI en zone de conflit, ainsi qu'un aperçu de la prise de décision par consensus.



PBI – Le Jeu est maintenant disponible (en 4 langues) ! Commandez-le sur :
www.peacebrigades.ch/fr/actualite/pbi-le-jeu



Faites un don avec TWINT !



Scannez le code QR avec l'app TWINT



Confirmez le montant et le don



Avec un don, vous protégez les défenseuses et défenseurs des droits humains.

Merci !

Peace Brigades International Suisse
 S'engager pour la paix et les droits humains

Faire un don :
 IBAN: CH21 0900 0000 1751 9476 6
 Merci pour votre soutien !



Votre don en bonnes mains.

Peace Brigades International
 Gutenbergstrasse 35, 3011 Berne, 031 372 44 44
 Rue du Valais 9, 1202 Genève, 058 058 80 90
info@peacebrigades.ch

pbi40
 making space for peace